

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 07/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APTUNION DISTRIBUTION

Quartier Salignan - CS 90137
84400 Apt

Références : D-0676-2025
Code AIOT : 0006400455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement APTUNION DISTRIBUTION, implanté SALIGNAN - 84400 Apt. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APTUNION DISTRIBUTION
- SALIGNAN - 84400 Apt
- Code AIOT : 0006400455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APTUNION INDUSTRIE SAS exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de fruits confits.

Les activités exercées par APTUNION INDUSTRIE SAS sur son site de Salignan sont réglementées par l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017, modifié par les arrêtés préfectoraux

complémentaires du 06 juillet 2018, du 25 septembre 2019, du 20 juillet 2020, du 20 juillet 2021 et du 20 mars 2023.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles/ prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Autre du 17/07/2025, article Néant	Sans objet
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Sans objet
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)	Sans objet
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Sans objet
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)	Sans objet
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a vérifié le respect de certaines prescriptions réglementaires régissant l'activité des tours aéroréfrigérantes (TAR). Cette visite s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale 2025 relative au risque légionellose et a permis de :

- Vérifier la sensibilisation de l'exploitant aux risques présentés par ses TAR ;
- Mettre à jour les bases de données de l'inspection afin de faciliter le suivi des actions à réaliser à terme.

Aucun écart n'a été relevé lors de cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Autre du 17/07/2025, article Néant
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation
Prescription contrôlée : La situation administrative de l'installation relevant de la rubrique 2921
Constats : Au cours de la séance, les éléments relatifs à la situation administrative du site ont été contrôlés. Les données de contact et d'identification du site présentes dans l'outil GUNEnv sont à jour. Le site est équipé de deux Tours AéroRéfrigérantes (TAR) d'une puissance totale de 5 407 kW, relevant de la rubrique 2921.1a (régime de l'enregistrement). La première tour, référencée GR4 de la marque BALTIMORE, développe une puissance de 2 849 kW. La seconde tour, référencée GR7 et également de la marque BALTIMORE, développe une puissance de 2 558 kW. En cas d'arrêt définitif d'exploitation d'une ou des TAR, l'exploitant est informé de la procédure de cessation partielle ou définitive d'activité à respecter prévue aux <i>articles R.512-39-1 et R.512-75-1</i> du Code de l'Environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. [...] ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
Constats : La TAR GR7 est implantée sur le toit du bâtiment GR7, à proximité d'un local technique faisant partie du bâtiment et où sont entreposées des cuves de sirop de sucres. Le personnel n'y accède que pour effectuer des opérations de vérification des installations, le local est donc non occupé . L'air potentiellement chargé d'aérosols n'est pas rejeté à proximité des prises d'air neuf ni des ouvrants de ce local. La TAR GR4 est implantée au sol, le long de la façade nord du bâtiment GR4. Aucune prise d'air neuf n'est située à proximité immédiate. Le bâtiment de production dispose de deux portes d'accès, situées de part et d'autre à environ 5 mètres de la TAR.

<p>Considérant que la date de mise en service de la TAR GR4 remonte à 2003, les prescriptions contrôlées ne s'appliquent pas, conformément à l'<i>annexe VII – Dispositions applicables aux installations existantes</i> de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.</p> <p>Les coordonnées géographiques en Lambert 93 ont été relevées lors de la visite terrain, puis intégrées et mises à jour sur la plateforme, GIDAF, dédiée à la déclaration de l'autosurveillance "Légionellose".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.</p> <p>[...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, <p>[...]</p> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant,</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant l'inspection, l'exploitant a transmis son Analyse Méthodique des Risques (AMR) <u>datant du 19 décembre 2024</u>. Lors de la séance, il a précisé avoir souscrit un contrat avec la société NALCO pour le suivi de la gestion des TAR. Une visite mensuelle est effectuée par NALCO, qui contrôle les installations équipées d'un dispositif automatisé piloté par la technologie TRASAR. Ce système permet de gérer la qualité de l'eau (ajout de réactifs) ainsi que sa quantité (purges maîtrisées).</p> <p>Le suivi des prélèvements d'eau destinés à l'analyse des bactéries légionelles est assuré par la société Enixus, tandis qu'un expert en AMR est chargé de la mise à jour annuelle du document. Le directeur industriel, déjà sensibilisé aux enjeux sanitaires liés à l'exploitation des TAR, est désormais accompagné par le responsable environnement qui a récemment intégré la société.</p>

En consultant l'AMR durant la séance, l'exploitant a indiqué que la stratégie de traitement avait été optimisée en début d'année, avec le remplacement du biocide principal **NALCO 73500** par le **NALCO ST40**. Le site utilise également deux autres produits : le **NALCO 2510**, un biocide appliqué lors de traitements chocs, et le **NALCO 3DT22**, un inhibiteur de tartre et de corrosion. Ces modifications seront reprises lors de la prochaine mise à jour de l'AMR.

Enfin, l'inspection a relevé l'implication de l'exploitant dans l'appropriation de son AMR, notamment à travers la prise en compte des observations formulées lors des précédentes mises à jour comme le remplacement du biocide principal, la sensibilisation du personnel chargé du suivi des TAR, la mise à disposition de masques FFP3, ou encore la suppression d'un bras mort identifié lors d'un contrôle sur la TAR GR4.

L'exploitant indique qu'aucun autre bras mort n'a été identifié dans ses installations.

L'inspection considère que l'AMR établie répond aux prescriptions contrôlées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC

Prescription contrôlée :

Les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.

Constats :

Suite à l'extraction GIDAF, l'inspection constate que les déclarations présentent un retard supérieur au délai réglementaire de 30 jours suivant la date de prélèvement. Compte tenu de la répartition actuelle des tâches liées au suivi des TAR entre le directeur du site et le responsable environnement, ce type de retard ne devrait plus se reproduire à l'avenir. Les rapports des résultats, non déposés sur GIDAF, ont été transmis durant la séance pour la période débutant en janvier 2024. L'exploitant devra joindre les prochains rapports lors des déclarations.

L'inspection ne formule pas de suite à ce stade, mais restera attentive au respect des délais de transmission.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10^5 UFC/L)

Prescription contrôlée :

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".

[...]

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives.

[...]

Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...];

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...].

Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I.

[...]

Constats :

L'exploitant déclare n'avoir jamais eu de dépassement du seuil des 10^5 UFC/l dans l'eau de Légionelles.

Sur la base de son AMR, il précise connaître les actions à mener en cas de prolifération de légionelles, décrites à l'article 26.II.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, rappelées en partie dans les prescriptions contrôlées. Il dispose d'une procédure **référéncée MOMAO41**, applicable en cas de dépassement du seuil de 10^5 UFC/l dans l'eau et qui intègre toutes les étapes de l'article susvisé.

N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10^3 UFC/L)

Prescription contrôlée :

a) Cas de dépassement ponctuel :

[...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* [...].

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.
[...]

Constats :

L'analyse des résultats déclarés dans GIDAF depuis janvier 2024 met en évidence un seul dépassement du seuil de 10^3 UFC/L d'eau, survenu en mars 2025, concernant la TAR GR4.

Selon l'exploitant, ce dépassement serait lié au changement du biocide principal, le NALCO 73500 par le NALCO ST40, effectué au premier trimestre 2025. Au cours de cette période, l'inspection a été informée des actions correctives mises en œuvre jusqu'au retour à la conformité.

Comme vu précédemment, sur la base de son AMR, il précise connaître les actions à mener en cas de prolifération de légionelles, décrites à l'article 26.II.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, rappelées en partie dans les prescriptions contrôlées. Il dispose d'une procédure **référéncée MOMAO43**, applicable en cas de dépassement du seuil de 10^3 UFC/L dans l'eau et qui intègre toutes les étapes de l'article susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10
Thème(s) : Risques chroniques, Produits Chimiques
<p>Prescription contrôlée : L'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :</p> <p>a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; [....]</p> <p>d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;</p> <p>e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; [....]</p> <p>h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ; [....]</p> <p>l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ; [....]</p>
<p>Constats : La vérification des informations a été principalement effectuée lors de la visite terrain.</p> <p>Dans le local technique, l'inspection a constaté le stockage des produits chimiques sur rétention.</p> <p>Concernant les deux produits biocides :</p> <p>NALCO STABEX ST-40 : Les étiquettes apposées permettent d'identifier clairement toutes les exigences contrôlées. La fiche de données de sécurité (FDS) a également été remise à l'inspection au cours de la séance.</p> <p>NALCO 2510 : Lors de la visite, l'inspection note que les étiquettes apposées étaient incomplètes. Post-inspection, l'exploitant a transmis une nouvelle version de l'étiquette, répondant aux exigences contrôlées, qui sera utilisée pour les prochains contenants de ce produit. La FDS a également été transmise à cette occasion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite